

Extrait du El Correo

<https://www.elcorreo.eu.org/Les-deux-visages-du-gouvernement-Bachelet>

Les deux visages du gouvernement Bachelet.

- Les Cousins - Chili -

Date de mise en ligne : dimanche 8 juin 2008

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Les Carabiniers tolèrent une grève patronale des transports routiers, mais répriment à nouveau les lycéens

Par Ernesto Carmona

Alai-Amlatina. Équateur, le 4 juin 2008.

[Leer en español](#)

Le gouvernement de Michelle Bachelet tolère une grève des patrons de transports routiers de deux jours, qui bloque la circulation des véhicules sur les autoroutes publiques et privées du pays, tandis qu'il a à nouveau aujourd'hui réprimé avec les Forces Spéciales de Carabiniers des étudiants qui ont essayé de manifester sur l'Alameda, au centre de la capitale, pour appuyer leur demande de mettre un terme au schéma en vigueur d'éducation publique à des fins lucratives.

Tandis que la force policière réprimait ce midi des jeunes qui essayaient de se rendre sur l'artère principale de Santiago, les routiers poursuivaient deux jours de blocage des principales autoroutes du pays. Les étudiants reçoivent des coups de bâtons, tandis que quelques policiers collaboraient avec les propriétaires du transport routier pour maintenir "l'ordre public", tandis que ceux-ci jetaient des pierres, et arrêtaient, dans un geste typiquement fascisant, et obligeaient à se plier à leur manifestation, les camions qui ont osé transporter de la charge.

Les Forces Spéciales de Carabiniers se sont mises en action automatiquement, sous une pluie intense, contre une manifestation convoquée par le Collège de Professeurs, avec participation de lycéens et d'étudiants, des débiteurs hypothécaires d'Andha Chili et la Centrale Unitaire de Travailleurs (CUT). Simultanément, des centaines de poids lourds restent entassés sur les autoroutes, permettant la circulation sur une seule voie, de façon très lente, avec des queues interminables tout au long du pays. Les patrons des transports routiers exigent que le gouvernement baisse le prix des combustibles, tandis que les étudiants et les professeurs se déclarent contre une nouvelle Loi Générale d'Éducation, qui estiment-ils, n'améliorera pas la qualité de l'éducation publique controversée.

Tout cela arrive à quelques heures de l'enterrement du directeur des Carabiniers, le général Alejandro Bernales, mort jeudi aux côtés d'11 autres personnes dans un malheureux accident d'hélicoptère au Panama. Le gouvernement et les médias ont transformé le défunt Bernales en une espèce de martyr du devoir et du patriotisme, dans un show médiatique exagéré de presque une semaine. L'un des rares secteurs qui n'a pas envoyé de condoléances pour ce décès tragique était les organisations mapuches qui vivent comme les palestiniens en Palestine, dans leur territoire ancestral, aujourd'hui pratiquement occupé par des forces de Carabiniers.

Faiblesse gouvernementale

Le gouvernement a essayé d'apaiser les routiers en annonçant une injection d'un milliard de dollars à un fond de stabilisation du prix des combustibles, mais les entrepreneurs n'ont pas levé leur manifestation commencée à minuit ce lundi. Les transporteurs routiers font pression pour la suppression d'un impôt qu'a le Chili sur les combustibles dérivés du pétrole.

Le leader de la Confédération Nationale de Propriétaires de Camions, Juan Araya, a indéfiniment refusé d'étendre la grève au-delà du minuit de ce mercredi, comme les dirigeants de Valparaíso le demandent, selon le hebdo *La Segunda* du mercredi. "Les dirigeants d'associations syndicales de la Région de Coquimbo à Los Lagos, ont décidé de maintenir de manière indéfinie la mobilisation sur la hausse des prix du pétrole", a assuré le quotidien.

Le quotidien a expliqué qu'après une réunion dans un restaurant dans Rancagua, le porte-parole des propriétaires de camions de cette zone, Javier Lazcano, a soutenu que "une réunion a eu lieu, y ont participé des associations corporatives de la Quatrième Région à la Dixième Région et on est convenu poursuivre la grève de façon indéfinie". "La raison c'est que nous n'avons pas de communiqué officiel, quelque chose de sûr et certain, pour que nous puissions renoncer à la grève. Don Juan Araya a invité à la fête, mais nous allons danser dans la fête à notre manière", a déclaré Lazcano.

Il a ajouté que "quand tu as un président de l'Association Nationale de Propriétaires de Camions que j'ai appelé cinq fois ce matin et qui n'a pas été capable de me répondre au téléphone, nous pouvons nous attendre à tout".

La Loi Générale d'Éducation

Selon le Collège de Professeurs, la grève contre la Loi Générale d'Éducation (LGE) a reçu 90 % d'adhésion. La nouvelle loi est une initiative du gouvernement qui modifierait la Loi Organique Constitutionnelle d'Éducation (LOCE), une création de dernière heure de la dictature de Pinochet avant d'abandonner le pouvoir en mars 1990, mais elle laisserait intacte le "à des fins lucratives", qui a été la pierre angulaire de la soi-disant "révolution pingüine", un conflit étudiant prolongé contre la LOCE qui a mis à un échec le gouvernement de Bachelet vers le milieu de 2006. Pour Jaime Gajardo, président du Collège de Professeurs, les manifestants cherchent à ce que le système éducatif garantisse "que tout enfant ait une éducation de qualité et gratuite".

La nouvelle loi est en train d'être approuvée rapidement au parlement, où mardi elle a été soumise à la commission de la Chambre de Députés. "Nous parlons de plus de 90 % d'adhésion à la grève il y a une grande convocation, un grand dossier et nous pouvons dire que cette convocation de l'enseignement est un succès total", a déclaré Gajardo à La Segunda. La forte pluie qui tombe sur Santiago n'a pas empêché que les étudiants sortent dans les rues pour appuyer les professeurs.

"La grande intention est d'avoir une meilleure éducation de qualité pour les enfants et les jeunes de ce pays. Il y a un grand esprit dans ce mouvement de défense de l'éducation publique", a ajouté Gajardo dans une radio. Au sujet des "troubles publics", où la répression de l'État contraste avec l'impunité du mouvement des routiers qui obstrue les routes principales publiques du pays, le dirigeant a dit que "il ne devrait pas à y avoir des difficultés, nous assumons la responsabilité de nos actes ; nous allons nous concentrer sur nos demandes".

La dernière grève des routiers au Chili, de notoriété publique avait été financée par les Etats-Unis, participant ainsi de manière décisive à la déstabilisation du gouvernement de Salvador Allende dans les mois précédant le coup militaire de 1973. L'insolence de cette nouvelle version de la grève des routiers, est qu'elle ressemble trop à la mobilisation patronale d'agriculteurs qui affecte le gouvernement de Cristina Kirchner en Argentine et à d'autres manifestations de subversion patronale en Amérique Latine.

- **Ernesto Carmona**, journaliste et un écrivain chilien.

Traduction de l'espagnol pour *El Correo* de : Estelle et Carlos Debiasi.